



HAL
open science

Le recensement de 1897. Les limites du contrôle impérial et les représentations des nationalités

Juliette Cadiot

► **To cite this version:**

Juliette Cadiot. Le recensement de 1897. Les limites du contrôle impérial et les représentations des nationalités. Cahiers du Monde russe, 2004. hal-03903090

HAL Id: hal-03903090

<https://hal.science/hal-03903090>

Submitted on 19 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le recensement de 1897: Les limites du contrôle impérial et la représentation des nationalités

Author(s): Juliette Cadiot

Source: *Cahiers du Monde russe*, Jul. - Dec., 2004, Vol. 45, No. 3/4 (Jul. - Dec., 2004), pp. 441-463

Published by: EHESS

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/20174866>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Cahiers du Monde russe*

JSTOR

JULIETTE CADIOT

LE RECENSEMENT DE 1897

Les limites du contrôle impérial et la représentation des nationalités

En janvier 1897, au cours de l'unique recensement général de la période impériale¹, l'arrivée de recenseurs a symbolisé l'extension du pouvoir d'un État centralisateur et autoritaire, qui pénètre jusque dans les foyers de ces sujets. Au cours d'une révolte contre le recensement, dont ils ne comprennent ni la finalité ni les modalités, des Bachkirs se sont interrogés : « Y avait-il jamais eu un tel recensement qui justifiait d'entrer dans nos maisons ? »². L'enregistrement de la population se faisait d'ordinaire par l'intermédiaire des élites religieuses — prêtres, mollahs... — et non par l'administration russe. Si des recensements sous leur forme moderne, aux fins d'information, avaient déjà eu lieu dans l'empire, ils avaient jusqu'ici largement épargné le monde rural. Dans les campagnes, les recenseurs trop souvent russes, orthodoxes et porteurs des insignes et des armoiries impériales ont symbolisé l'intrusion du pouvoir de l'État russe dans des régions encore localement autonomes. Face à cette extension du regard étatique aux demeures de ses sujets, la société de Russie réagit selon des modalités diverses. Lev Tolstoï à Moscou en 1881, Anton Čehov en 1897 s'engagèrent volontairement pour compter la population et prendre part à l'élaboration d'un savoir objectif et

1. Sur le recensement de 1897, voir Henning Bauer, Andreas Kappeler, Brigitte Roth, eds., *Die Nationalitäten des russischen Reiches in der Volkszählung von 1897*, Stuttgart, Steiner, 1991 ; Juliette Cadiot, « Organiser la diversité. La fixation des catégories nationales dans l'Empire de Russie et en URSS », *Revue d'Études comparatives Est-Ouest*, 31/3, 2000, p. 127-149 ; David W. Darrow, « Census as a technology of Empire », *Ab Imperio*, 4, 2002, p. 145-177. Sur les révoltes dans le gouvernement de Kazan : I. K. Zagidullin, *Perepis' 1897 goda i Tatory Kazanskoj gubernii (Le recensement de 1897 et les Tatars du gouvernement de Kazan)*, Kazan, Tatar. Kn.Izd-vo, 2000 ; Juliette Cadiot, « La constitution des catégories nationales. Russie-URSS 1897-1939 », Thèse, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2001.

2. Archives d'État de la Fédération de Russie : Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii — GARF, f[ond]. 102, 2 D, 1896, d[elo]. 148, č[ast']. 1, l[ist]. 324 ob[ratno] (verso).

statistique³. Participer au recensement, répondre honnêtement aux questions est présenté comme un devoir civique (*graždanskij dolg*)⁴ qui engagera 150 000 recenseurs et 129 millions de sujets impériaux. Mais dans des villages, où l'administration russe était peu présente, le recensement fut ressenti comme une opération d'enregistrement administratif visant à remettre en cause l'autonomie, voire la culture, de communautés essentiellement non russes. Une série de révoltes, en particulier dans la vallée de la Volga ou dans les régions occidentales, témoigne des enjeux de la mobilisation politique d'une partie des sujets de l'empire contre les entreprises de centralisation étatique.

Les bulletins du recensement contenaient une quinzaine de questions devant permettre de dessiner le profil de la population de Russie : le nom, la relation au chef de famille, le sexe, l'âge, le lieu de naissance, la confession, l'occupation, les incapacités physiques, la maîtrise de la lecture et le lieu d'éducation, la résidence légale, l'accomplissement du service militaire. La question de la langue, à partir de laquelle la composition tribale de l'empire devait être tracée, fut intégrée au questionnaire. La représentation de la diversité ethnique de l'empire, après multiples discussions, sera dorénavant fermement établie et fondée sur la reconnaissance d'un nombre de langues et de nationalités excédant 130. Le recensement a joué un rôle d'intégration de la population impériale en la soumettant à un questionnaire unique, en même temps il a favorisé une représentation du pays qui distingue les sujets en fonction de leur appartenance ethnique.

Le miroir et le contrôle

Dès le début des années 1860, il est question d'introduire le recensement général en Russie⁵. Une commission présidée par le sénateur réformateur A. K. Girs est réunie en 1874 pour statuer sur le sujet, alors que la décision d'instaurer le service militaire universel vient d'être prise la même année. Les débats se concentrent sur le souci d'améliorer le travail de contrôle administratif. On espère réunir à l'aide du recensement des renseignements sur la « population de fait » et établir, à partir de ces renseignements, les bases d'une statistique courante

3. Lev N. Tolstoj, *What to do ? Thoughts evoked by the census of Moscow*, New York, Thomas Y. Crowell & co, 1887, p. 3.

4. I. I. Viľson, « O perepisi naselenija S-Peterburga 28-30 janvarja 1897 g. » (À propos du recensement du 28-30 janvier 1897 de la population de St Pétersbourg), *Izvestija IRGO* [Imperskoe Russkoe Geografičeskoe Obščestvo, Saint-Pétersbourg], t. XXXIII, vyp. 3, 1897, p. 273.

5. Sur l'histoire de l'élaboration du recensement de 1897, les meilleures sources sont « Očerķ razvitija voprosa o vseobščej narodnoj perepisi v Rossii » (Étude sur le développement de la question du recensement général de la population en Russie), *Vremennik Central'nogo statističeskogo komiteta Ministerstva vnutrennih del*, 16, 1890, p. 1-106 ; A. Kotel'nikov, *Istoriija proizvodstva i razrabotki vseobščej perepisi naselenija 28-go janvarja 1897 g. (Histoire de l'organisation et du dépouillement du recensement général de la population du 28 janvier 1897)*, Saint-Pétersbourg, 1909 ; P. I. Pustohod, V. K. Voblyj, *Perepisi naselenija (Les recensements de population)*, Moscou, AN SSSR, 1936.

fiable organisée par la police et fondée sur des listes nominatives des habitants des villes et des villages⁶. Les besoins immédiats de l'administration, en termes prévisionnels, en particulier pour le service militaire, et surtout en termes de surveillance, sont le plus souvent mis en avant. Il s'agit alors de savoir non seulement combien de jeunes hommes seront bientôt à intégrer dans l'armée, mais aussi combien d'entre eux échappent chaque année à l'inscription au service. Alors que l'écrasante majorité des habitants de l'empire sont inscrits et assignés à résidence dans leur lieu d'enregistrement où ils paient leurs taxes et qu'ils ne peuvent normalement quitter sans autorisation collective, les statistiques issues du recensement permettraient de distinguer l'endroit où l'on habite réellement (population de fait) de la résidence légale (*propiska*). L'intérêt scientifique des statistiques religieuses et nationales est réduit au souci de collecter des renseignements « sur la répartition des Juifs dans ces lieux où leur résidence est limitée par la loi », sur la répartition des Tatars et des colons non russes (*inozemlye*)⁷, renvoyant à l'obsession de contrôle des habitants dont on suppose la déloyauté politique. La commission sénatoriale finit par suggérer que les indications contenues dans le recensement acquièrent la valeur d'un acte juridique, permettant aux individus d'attester leur accomplissement du service militaire ou leur appartenance à telle ou telle société rurale (*sel'skoe obščestvo*)⁸.

Lorsque, au début des années 1880, les discussions sur le recensement reprennent sur fond des débats relatifs à la réforme de l'impôt par capitation, l'obsession du contrôle prévaut encore. Dans un premier projet de recensement établi pour 1883⁹, il est décidé que les réponses se feront sur la base de documents ou d'indications individuels. Finalement, le recours aux documents est formellement interdit dans la décision finale de 1895, pour la raison qu'il faut distinguer le recensement des révisions, enquêtes fiscales « détestées par la population » au cours desquelles des documents pouvaient être exigés¹⁰. La méfiance vis-à-vis de la population est patente¹¹. Aussi, les représentants des départements du Conseil d'État s'interrogent sur l'expression « selon les indications des interrogés » qui donnerait prétexte à des « malentendus ». Semenov, qui est l'auteur des projets de recensement, explique qu'il ne s'agit pas d'exiger que les renseignements soient absolument donnés par les individus eux-mêmes puisque les réponses peuvent être fournies par le seul chef du foyer ou par un de ses membres : par exemple, le travailleur de maison, en mesure de donner des rensei-

6. A. Stanziani, « Les sources démographiques entre contrôle policier et utopies technocratiques, le cas russe, 1870-1926 », *Cahiers du Monde russe*, 38, 4, octobre-décembre 1997, p. 457-488.

7. Archives historiques de l'État russe : Rossijskij Gosudarstvennyj istoričeskij Arhiv — RGIA, f. 1290, op. 10, d. 4, l. 37.

8. *Ibid.*

9. En 1882, le nouveau ministre des Affaires intérieures, S. I. Tol'stoj, avait relancé l'idée d'effectuer un recensement ; en 1883, le Comité central de la statistique présentait son projet.

10. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 4, l. 150.

11. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 8.

gnements très détaillés¹². Demander aux interrogés de répondre est présenté comme une tactique destinée à obtenir la confiance de la population, seule susceptible de garantir le succès de l'entreprise censitaire¹³. Mais il ne s'agit pas de laisser aux individus la possibilité de se définir, le contrôle des réponses pouvant se faire *a posteriori*, comme cela sera le cas pour la question de la langue. Par ailleurs les questions sont conçues comme objectives et non d'opinion. Le recensement se fait par ménage et un seul membre de la famille, de préférence son chef, peut répondre pour tous les autres. Au Turkestan comme au Caucase, ou pour les foyers tatares, il fut bien précisé qu'il ne fallait pas interroger directement, ou même demander la comparaison des femmes¹⁴. Enfin, dans une série de régions, l'interrogatoire des seules élites ou des voisins sera finalement préconisé.

Après que la décision finale sur la tenue d'un recensement au cours du mois de janvier 1897 a été ratifiée par l'empereur, une Commission principale du recensement (GPK), présidée par le ministre des Affaires intérieures, est créée pour organiser concrètement les opérations¹⁵. Au cours de ses réunions, la Commission (GPK) s'en remet d'abord à l'avis de l'administration impériale, aux gouverneurs, en prenant en compte la diversité des conditions locales qui savaient l'idéal d'une application universelle des principes du Congrès international de statistique (CIS). Elle décida de compléter le formulaire du recensement proposé par Semenov par une question sur l'accomplissement du service militaire ou confrontant les renseignements sur la résidence légale et le lieu de vie habituel des habitants de l'empire. Elle établit aussi le schéma d'exploitation et de publication des résultats du recensement.

Dès que la GPK fut dissoute, le Comité central de la statistique (CSK) du ministère de l'Intérieur en charge du dépouillement refusa d'utiliser les renseignements sur la résidence ou le service militaire, au prétexte de la faiblesse des données recueillies¹⁶. Et les statisticiens publièrent les résultats selon leur propre schéma d'exploitation. En 1901 puis 1902, des consultations interministérielles réunirent encore les différentes administrations et un nouveau plan d'exploitation fut redéfini.

L'implication des administrateurs dans le recensement eut comme conséquence d'imposer une conception différenciée de la population. Cette difficulté à faire entrer dans un cadre homogène l'ensemble des sujets du tsar et l'appel à l'autorité des représentants du pouvoir dans les provinces reflète la vision et les pratiques profondément différentialistes visant les populations impériales.

12. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 9, l. 309-314.

13. S. Patkanov, *Dépouillement des données sur la nationalité et classification des peuples de l'Empire russe d'après leur langue*, publié par le Comité central de la statistique du ministère de l'Intérieur, CSK-MVD, Saint-Petersbourg, 1899.

14. I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 52.

15. Le président de la GPK est le ministre des Affaires intérieures, le vice-président est Semenov. S. I. Tol'stoj, N. A. Trojnickij et V. O. Struve sont membres de la GPK, ainsi que des représentants des ministères de la Porte impériale, des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Mer, des Finances, de la Terre et des Richesses d'État, des Voies de communication, de l'Instruction publique, de la Justice, un représentant du Conseil d'État, du Département de la foi orthodoxe, de l'Institution de l'impératrice Marie, RGIA, f. 1290, op. 10, d. 44.

16. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84.

Cela est d'autant plus vrai que l'uniformisation et l'intégration administratives — qui constituent l'un des enjeux majeurs des réformes du XIX^e siècle — sont très loin d'être achevées, en particulier en ce qui concerne les régions non russes et leurs habitants non touchés par les réformes des années 1860. Aux statisticiens, l'empire apparaît si vaste et si varié qu'il leur est difficile de croire en la possibilité d'appliquer partout le même schéma de recensement et les mêmes règles. Hiérarchisation légale et administrative, hiérarchisation en termes sociaux et évolutionnistes se mêlent dans une pratique qui ne peut envisager l'uniformisation que par l'application de règles spécifiques.

Les organisateurs du recensement cherchèrent ainsi à prendre en compte et à reproduire les différences. Le gouverneur de l'immense province du Turkestan ne sut imposer que les populations kirghizes (kazakhes) sédentaires soient comptabilisées avec un programme de recensement allégé. Mais il fut admis néanmoins non seulement de ne pas interroger directement les femmes et de ne pas entrer dans les maisons, mais aussi de ne pas remplir « selon les circonstances, les questions 6, 7, 8, 9, 10 et 11 »¹⁷. Le chef des armées de la province (*oblast'*) du Don, par contre, se montre soucieux de recueillir des renseignements tout aussi complets sur les nomades que sur les sédentaires. Dans le Caucase, l'inscription des deux réponses, sur la langue et la nationalité, fut exigée à la suite d'une demande des autorités locales¹⁸. Dans le règlement du recensement publié après ratification du tsar le 5 juin 1895, le premier article stipule que ce dernier s'applique à tout l'empire. Néanmoins il est immédiatement spécifié en note que, dans les régions frontalières et asiatiques, au Turkestan comme dans le Caucase, dans la région de Steppe comme en Sibérie, mais pour les seuls allogènes (*inorodcy*)¹⁹, des dérogations à l'ordre général du recensement sont admises²⁰. Le problème qui se pose dès lors, vu l'étendue des territoires concernés, est de déterminer qui sont les *inorodcy*, normalement définis dans les textes de lois comme un état (*soslovie*) particulier, et quelles dérogations leur appliquer.

Ainsi, dans la circulaire n° 94 de la GPK, adressée aux gouverneurs des régions non strictement russes, les peuples autochtones sont les *inorodcy*²¹. La circulaire vise à résoudre à la fois les questions de traduction des bulletins et les dérogations. Les gouverneurs doivent fournir au centre des renseignements sur les langues, les

17. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 64, l. 146.

18. S. Patnokov, *Dépouillement des données sur la nationalité...*, op. cit..

19. John W. Slocum, « Who, and when, were the *inorodtsy* ? The evolution of the category of « aliens » in imperial Russia », *The Russian Review*, 57, April 1998, p. 173-190.

20. « Au sein de la population des *inorodcy* des gouvernements d'Arkhangelsk, d'Astrakhan, d'Orenbourg, des *oblasti* Zakaspijskaja, Ural'skaja, Turgajskaja, Akmolinskaja, Semipalatinskaja et Semirečenskaja, ainsi que dans les *krai* du Caucase et du Turkestan, et dans les gouvernements et *oblasti* de Sibérie, le règlement sera appliqué avec dérogation », *Vysocajšče utverždennoe 5-go ijunja 1895 goda, Položenie o pervoj vseoščeĭ perepisi naselenija Rossijskoj Imperii* (Décision du 5 juin 1895, Règlement du premier recensement général de la population de l'empire de Russie), Saint-Pétersbourg, 1896, p. 6.

21. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 28, circulaire n° 94.

dialectes et sur la composition et la répartition des tribus et des nationalités de leurs provinces. Il y est aussi fait référence aux particularités de mœurs (*byt*) de la population. En sus de la circulaire, une liste des « tribus et des nationalités » du gouvernement est jointe. Elle devait être vérifiée et complétée. Enfin, il est précisé que, lorsque l'interrogatoire individuel paraît impossible, il faut trouver des procédés alternatifs pour le but « principal du recensement qui est qu'aucun homme n'échappe à la description »²². La circulaire n° 94 s'applique tout d'abord à des lieux, puis concerne principalement les nationalités non russes définies par l'utilisation d'une autre langue, avant de s'intéresser aux populations nomades, les seules pour qui un comptage non individuel des recensés sera finalement toléré et un formulaire allégé imprimé²³.

Ainsi, alors que la population est normalement soumise à un interrogatoire individuel ou même, dans les villes, au remplissage direct du formulaire par les recensés, dans certaines régions les recenseurs s'en remettent aux indications des élites, voire à un comptage plus simplifié. Semenov préconise un comptage par la multiplication du nombre de yourtes par celui de la composition moyenne des familles « dans les périphéries lointaines et peu cultivées de notre immense patrie, peuplées d'indigènes demi-sauvages »²⁴. Et il est décidé que, dans le gouvernement d'Arkhangelsk, le recensement de la population samoyède dans les toundras de Kainskij, Timanskij et Bol'sezemel'skij sera mené pendant les réunions des clans et au moyen d'une vérification des listes tribales, qu'il serait souhaitable de compléter par des interrogatoires afin de remplir les questions subsidiaires contenues dans le bulletin²⁵. Dans le gouvernement de Tobolsk, une même vérification des listes de clans et de *jasak* (d'imposition) est préconisée, mais, pour les autochtones orthodoxes, il est prévu de vérifier les livres paroissiaux et de confession. Toutes ces données devront être contrôlées au cours des rassemblements lors des foires d'hiver par l'interrogatoire individuel des princes et des représentants des clans²⁶. Un troisième exemple concerne l'*oblast'* d'Ouralsk (Ural'skaja) : pour la partie de la population kirghize (kazakhe) qui se trouve en perpétuel mouvement, il est admis de procéder à un simple comptage des personnes par exploitation²⁷.

Dans nos villes et dans nos campagnes

Le recensement fut critiqué pour son caractère administratif et policier. Ses responsables au niveau local furent exclusivement des fonctionnaires et des notables sans

22. *Ibid.*

23. Formulaire G, RGIA, f. 1290, op. 10, d. 62, l. 13.

24. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 8, l. 5.

25. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 68, l. 9 ob.

26. *Ibid.*, l. 10 ob.

27. *Ibid.*

formation statistique. Dans les années 1910, la préparation d'un second recensement de l'empire alimente le projet de réformer l'administration statistique par la construction d'un maillage local plus serré de vrais spécialistes scientifiques²⁸. Les futurs recensements sont hantés du mauvais souvenir de 1897, de son « bureaucratisme », de l'absence de participation « des forces sociales »²⁹ et de la présence de la police.

Le caractère autoritaire des opérations s'exprime en particulier dans la composition des commissions d'organisation locales, qui causa craintes et révoltes dans la population. Le recensement reproduit la hiérarchie administrative impériale du ministère de l'Intérieur (MVD). Seule la fonction de chargés de mission — nommés aussi par le MVD — est créée pour l'occasion, afin de surveiller et de coordonner les opérations dans deux ou trois gouvernements. Au sein de chaque province (gouvernement et *oblast'*), les commissions de recensement sont présidées par le gouverneur, aidé du président et du secrétaire du comité de statistique local. Au niveau régional (*uezd*), le maréchal de la noblesse, le chef de police de district³⁰ (*ispravnik*), l'inspecteur des impôts président aux discussions. Les gouverneurs nommèrent de préférence leurs fonctionnaires à la tête des secteurs de recensement. De son côté, la police puis la gendarmerie se chargent de vérifier la bonne tenue politique et morale des recenseurs appointés, qui peuvent si nécessaire se trouver éliminés des opérations, comme ce fut le cas pour une série de représentants musulmans³¹. En ville, la liste des habitants est préétablie à l'aide des registres détenus par les concierges ou des listes des membres des sociétés d'états. Dans les campagnes de la Russie d'Europe, les surintendants ruraux (*zemskie načal'niki*), dont la fonction avait été récemment instaurée pour la petite noblesse, en étaient responsables et l'intelligentsia, dont Čehov, en décrit l'incompétence³². Les starchines des bourgs (*volosti*), les starostes des villages, c'est-à-dire les élites locales qui tiennent les listes des habitants, sont invités comme instructeurs. Le Saint-Synode orthodoxe demande aux prêtres d'étudier les bulletins au cours de leurs visites chez des paroissiens, ou bien au moment des prêches ou dans les écoles. Et les prêtres orthodoxes sont omniprésents comme recenseurs, même dans les villages où d'autres confessions sont majoritaires, et cela malgré les conseils de prudence — peu respectés — voulant que les recenseurs soient recrutés auprès des élites autochtones³³.

28. Juliette Cadiot, « Searching for nationality : statistics and national categories at the end of the Russian Empire (1897-1917) », *Russian Review*, July 2005, à paraître.

29. A. Kotel'nikov, *op. cit.*

30. GARF, f. 102, 2D, 1896, č. 1, d. 148, l. 86, « Instructions aux membres de la police d'uezd sur leur activité pendant les opérations de recensement ».

31. I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 49

32. Ol'ga Dorofeeva, « Perepis' 2002 goda i vek nazad » (Le recensement de 2002 et celui du siècle précédent), *2000 Segodnja*, 26/10/ 2002.

33. Dans le gouvernement de Kazan, l'envoyé de Saint-Pétersbourg insiste sur la nécessité d'engager des Tatars, des mollah, des musulmans dans les tâches du recensement et sa présence aux réunions de la commission du recensement suffit à ce qu'ils soient intégrés. Mais après son départ leur participation se raréfie. En outre, après le début des révoltes, la plupart des mollah refusent de devenir recenseurs ; I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 50 et 71.

Le recenseur est posé en modèle de civisme, dont l'implication volontaire et gratuite sera récompensée par la remise d'une médaille en bronze ou encore par l'attribution de blouses pour les recenseurs kirghizes. Dans les instructions qui lui sont fournies, il est bien précisé que le recenseur doit faire preuve d'un comportement irréprochable, de politesse et d'honnêteté³⁴. Parce que lettrés, porteurs de l'insigne du recensement et munis d'un encrier et d'une serviette fournis pour l'occasion, les recenseurs sont les représentants d'un État moderne et développé, mais plutôt russe. La Commission générale du recensement recommanda d'utiliser comme recenseurs des membres du clergé, des instituteurs, des propriétaires fonciers, des contremaîtres ou des intendants, enfin des habitants instruits, mais en russe. Le gouverneur général de Varsovie fit la demande d'utiliser en priorité des recenseurs russes³⁵, quand ceux des provinces de Kiev, de Podolie et de Volhynie estimèrent que l'édition de bulletins en allemand, tchèque et polonais, n'était d'aucune utilité, les habitants connaissant suffisamment le russe³⁶. Les femmes dans un premier temps ne furent pas acceptées. La fonction de recenseur fut aussi d'abord interdite aux Juifs. La difficulté à trouver des recenseurs dans un pays peu lettré et dans des localités où la présence russe n'était ni très nombreuse, ni toujours très bien assurée, rendit nécessaire d'assouplir ces règles et de demander aux représentants religieux des autres confessions impériales de recenser ou au moins d'accompagner les recenseurs. Même pour les vieux-croyants, dont les pratiques faisaient encore l'objet de persécutions, il est précisé qu'il est nécessaire d'employer comme recenseurs des personnes qui partagent leur croyance.

En août 1896, le MVD diffuse une circulaire visant à prévenir toute réaction négative de la population. Alors que des difficultés apparaissent dans les provinces de la Volga, des brochures explicatives en tatar dans les alphabets arabe et cyrillique, en bachkir, oudmourte, tchérimisse (mari), tchouvache... sont spécialement rédigées pour calmer les troubles³⁷. L'autorité musulmane suprême de Russie, appointée par le tsar, le mufti d'Orenbourg, s'adresse aux akhun et aux mollah pour qu'ils expliquent le recensement à leurs fidèles. Mais dans le gouvernement d'Oufa, l'akhun Abdulgalimov, l'envoyé du mufti, n'est pas écouté et doit être évacué du village de Mitrjaevoj sous les injures. Le bruit se répand dans la région que l'akhun comme le mufti se sont convertis à l'orthodoxie en secret. L'idée que le clergé musulman veut, à l'instar des prêtres orthodoxes, recevoir un salaire et des terres se diffuse³⁸. Le recours ambigu et mal appliqué sur le terrain à la médiation des élites traditionnelles, qui normalement recueillaient, conservaient les informa-

34. Glavnaja Perepisnaja Kommissija, *Vseobščaja perepis' naselenija : Proekt nastavlenija sel'skim sčetčikam (Le recensement général de la population : projet d'instructions pour les recenseurs ruraux)*, s.l., 1896, p. 8.

35. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 64, l. 146 ob-147.

36. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 22, l. 254.

37. I. K. Zagidullin, *op. cit.*

38. *Ibid.*, p. 157.

tions sur la population et jouaient le rôle d'intermédiaires entre le pouvoir impérial et les villageois n'a pas suffi à empêcher les révoltes.

Le recensement est apparu comme une opération purement administrative symbolisée par l'omniprésence des fonctionnaires et de la police russe, comme une avancée du pouvoir central dans des espaces dont l'autonomie semblait menacée. La reproduction d'une croix auprès des armoiries du souverain sur les bulletins comme l'insigne des recenseurs a éveillé la méfiance des habitants non chrétiens des régions de la Volga³⁹. Les brochures sur le recensement publiées par le MVD présentent l'idéal d'une vie civilisée à l'européenne, pour laquelle il s'agit de prévoir les quantités de pain nécessaires en cas de mauvaises récoltes, le nombre d'écoles à ouvrir, de médecins et de pharmaciens à installer, de routes, de foires et de bazars à construire⁴⁰. Mais l'avancée de cette modernité dans les villages, qui se matérialise par l'installation de cloches sur les hôpitaux ou sur des poteaux visant à prévenir des incendies, avait déjà donné lieu à des révoltes dans les villages tatars, la présence de la cloche symbolisant l'intégration de leur territoire à l'orthodoxie russe⁴¹.

Les tensions qui préexistaient au recensement n'en furent qu'exacerbées dans les territoires où les élites traditionnelles furent très tardivement et marginalement impliquées dans les préparations, voire refusèrent de servir d'intermédiaires en devenant recenseurs. Ce fut en particulier le cas dans les régions de la Volga où la population, majoritairement musulmane, mais aussi animiste, se révolta massivement et violemment contre le recensement.

Résister à l'uniformisation

Dans ses formes de résistance massive au recensement, le monde local affirme une autonomie et une volonté d'exprimer et de revendiquer des identifications alternatives à celles qui sont reconnues par le pouvoir impérial⁴². C'est dans la subversion que des revendications identitaires discordantes acquièrent une visibilité. Le recensement de 1897 marque une étape dans la progression de l'État dans des localités non russes de l'empire. Les révoltes de 1897 répondent à des questions politiques, mettant en jeu le rapport d'une partie des habitants non russes et non orthodoxes de l'empire à l'État et révèle l'ampleur de la résistance à la politique d'intégration et d'assimilation impériale telle qu'elle est menée à la fin du XIX^e siècle. Dans le gouvernement de Kazan, la révolte contre le recensement constitua le plus grand

39. GARF, f. 102, 2D, 1896, ç. 1, d.148, l. 305 ob.

40. I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 111 et 114.

41. En 1878-1879, des révoltes avaient soulevé le gouvernement de Kazan contre l'installation de poteaux à incendies, I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 141.

42. Paul W. Werth, « From resistance to subversion : Imperial power, indigenous opposition and their entanglement », *Kritika*, vol. 1, n° 1, Winter 2000, p. 21-43.

mouvement populaire de la seconde moitié du XIX^e siècle, touchant un tiers des communes, 422 villages et 80 % des villages musulmans du district de Kazan⁴³.

La résistance à l'organisation du recensement dans diverses régions — surtout dans la région de la Volga, dans les provinces de Siedlce et Lublin de l'ancien Royaume de Pologne —, s'est manifestée au cours d'une série d'incidents publics. Les gouverneurs d'Oufa, de Samara et de Kazan, chargés du bon déroulement des opérations de recensement, ont chacun estimé devoir envoyer des troupes pour calmer les révoltes et obtenir que la population se laisse recenser⁴⁴. Dans le gouvernement général de Varsovie, le refus d'obtempérer se solda par des arrestations⁴⁵ et par le remplissage des formulaires à l'aide des renseignements que les recenseurs étaient exceptionnellement autorisés à demander à l'administration locale⁴⁶.

Dans leurs rapports, les agents de l'administration impériale cherchent à reconstituer la géographie de la diffusion de l'opposition au recensement, qui recouvre celle de la propagation des « fausses rumeurs » concernant la conversion forcée des musulmans ou la reconnaissance de la confession uniate. Dans les régions de la Volga, d'après les récits de la police et des gouverneurs, l'agitation contre le recensement n'aurait commencé qu'au mois de décembre 1896, à l'occasion des recensements-tests et de la constitution des listes des lieux habités. Auparavant, la venue des superintendants ruraux chargés d'expliquer le recensement n'aurait pas posé problème. Dans le gouvernement d'Oufa, les autorités s'interrogent d'autant plus sur le caractère soudain des révoltes qu'elles furent rapides et violentes⁴⁷. Nous n'avons pas le chiffre global du nombre de personnes concernées, mais d'après les différents rapports en notre possession, il fut massif. Par exemple, dans le district de Belebejvskij, 3 000 Bachkirs ont refusé de se faire recenser⁴⁸, dans celui de Menzelinskij, presque tous les villages musulmans ont agi de même⁴⁹. Dans le gouvernement de Samara, le mouvement d'opposition a touché trente villages tatars, soit 45 000 âmes⁵⁰. Pour le gouvernement de Kazan⁵¹, le mouvement concerna presque tous les villages des neuf districts où habitaient des Tatars (par exemple « l'uezd de Čistopol où vivent 100 000 Tatars et autres *inorodcy* »⁵²).

Les formes de cette opposition s'échelonnent du refus de faire entrer dans les villages les recenseurs jusqu'au meurtre de ces derniers et aux révoltes insurrec-

43. I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 184-185.

44. Un détachement local et cinq compagnies de bataillon furent envoyées dans le gouvernement de Samara, six compagnies dans le gouvernement de Kazan, GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 238.

45. *Ibid.*, l. 335.

46. *Ibid.*, l. 372 ob.

47. *Ibid.*, l. 316.

48. *Ibid.*, l. 151 ob.

49. *Ibid.*, l. 314.

50. *Ibid.*, l. 263.

51. *Ibid.*, l. 169.

52. *Ibid.*, l. 185.

tionnelles de villages entiers qui échappent, comme en témoignent les rapports de police, à tout contrôle central. Dans le gouvernement d'Oufa, à Karkali, village bachkir, les habitants « ont menacé d'empêcher par tous les moyens la tenue d'un recensement chez eux » et ont frappé les trois recenseurs du village⁵³, tuant l'un d'eux, un certain Vitkovskij⁵⁴. Les violences physiques envers les recenseurs sont courantes. Dans la province de Siedlce, « cinquante personnes armées de bâtons » ont exigé qu'on leur rende les formulaires déjà remplis et sont allées les rechercher chez les recenseurs, cinq cents autres ont refusé de se faire recenser si le remplissage du bulletin ne se faisait pas en polonais⁵⁵. Dans le gouvernement de Kazan, les Tatars menacent de tuer tous les recenseurs ou encore de se tuer, plutôt que de permettre le recensement⁵⁶. Les brochures, les bulletins, les insignes que portent les recenseurs sont déchirés ou arrachés⁵⁷. Les incidents mettent en jeu des foules, qui discutent, s'échauffent, menacent et se réunissent pour se protéger par des chants religieux de la peur de se voir recenser de force⁵⁸. Dans le district de Menzelinskij, une foule de mille habitants se réunit et menace à leur arrivée le superintendant rural et le chef de la police locale qui, après avoir été frappés, doivent se retirer⁵⁹. Dans le village de Usali, le jour du bazar, alors que les organisateurs locaux du recensement s'étaient réunis, un groupe de Tatars, « musulmans des villages alentour », ont forcé la porte de la Direction du district et battu le staroste et les recenseurs, insulté et malmené l'un d'eux, un prêtre, et ont commis le sacrilège d'endommager le portrait du tsar⁶⁰. À la suite de cet incident, des Tatars se sont rassemblés, et s'en sont pris à la population russe⁶¹.

L'envoi de troupes militaires, une répression rapide et expéditive ont permis finalement la réalisation du recensement. Le gouverneur de Samara décrit en détail, dans son rapport au ministre de l'Intérieur, comment il opère en expliquant, de village en village, le caractère obligatoire du recensement. S'adressant à la population locale

53. *Ibid.*, l. 82.

54. *Ibid.*, l. 328 ob.

55. *Ibid.*, l. 166, l. 365.

56. *Ibid.*, l. 169.

57. *Ibid.*, l. 197 ob. ; lettre du procureur de la cour de l'*okrug* de Sarapul'skij, le 30 décembre : un instituteur recenseur se présente au village de Nucu, « Ils lui crient "nous savons tous qu'il faut te tuer", ils le frappent, arrachent les boutons de son vêtement et son insigne de recenseur et crient "que viennent le superintendant rural, l'*ispravnik* (chef de la police rural) et même dix *urjadniki* (subalternes de la police rurale), de toute façon on les tuera comme toi, nous défendrons notre foi jusqu'à la mort". ».

58. *Ibid.*, l. 317 ob.

59. *Ibid.*, l. 317.

60. L'affaire est décrite en détail : « Quand les Tatars se sont jetés sur le prêtre, ce dernier a pris le portrait de [...] l'empereur qui pendait au mur et, en leur montrant, a dit que lui, prêtre, était venu là non par sa propre volonté mais par celle de l'empereur. Alors un paysan [...] a arraché le portrait, crié "encule ta mère, tu portes ta croix", et l'a frappé de telle manière que la couronne, le sceptre et le globe, posés sur le haut du cadre du portrait, ont volé en éclat et que le cadre lui-même s'est cassé. », GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, č. 1, l. 107-108.

61. *Ibid.*, l. 132 ob.

réunie pour l'occasion, il punit immédiatement les meneurs, auxquels des peines corporelles sont infligées sur la place publique et en sa présence⁶². Dans le gouvernement de Viatka, pourtant moins touché par les mouvements de résistance, 63 personnes sont arrêtées et 12 jugées⁶³. Dans le village de Borovskij, du gouvernement de Samara, 19 personnes reçoivent de 4 à 100 coups de verges⁶⁴. Dans le gouvernement de Kazan, des exécutions furent ordonnées et rapidement effectuées.

Les rapports de police, de la gendarmerie et la correspondance entre le ministère de l'Intérieur et les gouverneurs permettent d'expliquer l'origine de ces troubles. Le recensement fut interprété comme une opération de — ou visant au — baptême forcé des non-orthodoxes. Les plaquettes, annonçant la tenu du recensement et apposées à la croisée des chemins, reproduisaient l'image d'une main donnant une bénédiction chrétienne⁶⁵. Les Russes auraient participé à la diffusion de la rumeur du baptême forcé des musulmans⁶⁶. La région de la Volga, depuis son intégration à l'empire au XVI^e siècle, avait fait l'objet de campagnes de conversion forcée dont une des méthodes consistait à inscrire les musulmans dans les registres paroissiaux orthodoxes. On perçoit dans les événements de 1897 la vivacité de la mémoire historique des violentes campagnes de prosélytisme menées dans cette région particulièrement au XVIII^e siècle. Ces allégations sur les conversions se comprennent dans un contexte et un espace où la politique de prosélytisme orthodoxe avait repris énergiquement sous la férule du haut-procureur du Saint-Synode, K. P. Pobedonoscev et de son conseiller Il'minskij⁶⁷. Sous la protection de l'État, les nouvelles missions et leurs écoles se lancent dans une série de polémiques publiques contre la religion musulmane, organisent des écoles orthodoxes où l'enseignement se fait en langues vernaculaires et forment des missionnaires autochtones. Dans les provinces bachkires, cette offensive se solda par un doublement du nombre d'églises de 1877 à 1897, alors que de 1884 à 1905, le nombre d'élèves des écoles de paroisses passa de 100 000 à 2 millions⁶⁸.

Les craintes du prosélytisme d'État témoignent de la peur des musulmans d'une acculturation et, à terme, d'une assimilation culturelle. Une erreur de traduction en tatar dans les brochures d'explication du recensement aurait semé le trouble. Il était indiqué que la connaissance de la composition par âge de la population permettrait de

62. *Ibid.*, I, 259-268 ob.

63. *Ibid.*, I, 307 ob.

64. *Ibid.*, I, 309 ob.

65. *Ibid.*, I, 305 ob.

66. *Ibid.*, I, 98.

67. Voir Jean Saussay, « Il'minsky et la politique de russification des Tatars, 1865-1891 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, VIII, 3, juillet-septembre 1967, p. 404-426 ; E. Kreindler « A neglected source of Lenin's nationality policy », *Slavic Review*, 36, 1, March 1977, p. 86-100 ; Robert P. Geraci, *Window on the East : National and imperial identities in late tsarist Russia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2001 ; Paul W. Werth, *At the margins of orthodoxy : Mission, governance, and confessional politics in Russia's Volga-Kama region, 1827-1905*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2002.

68. Charles Robert Steinwedel, « Invisible threads of Empire : State, religion, and ethnicity in tsarist Bashkiria, 1773-1917 », Ph D Dissertation, Columbia University, 1999, p. 183.

prévoir la construction d'écoles. Les traducteurs, au lieu d'utiliser les dénominations renvoyant au système d'enseignement musulman (*medressa*, *meksjub*) ou de transcrire le terme russe d'*učilišče*, plus neutre, utilisèrent celui de *škola*, à connotation religieuse et orthodoxe. Les Tatars y virent une intention du gouvernement d'ouvrir dans les villages tatars des écoles russes⁶⁹ qui diffuseraient et rendraient obligatoires « la lecture et l'écriture (*gramota*) russe ». Ils craignent l'enseignement étatique ou orthodoxe qui débute dès l'âge de 7 ans, alors que l'enseignement de la foi musulmane commence à 15 ans⁷⁰. En instaurant des écoles russes, en affaiblissant les écoles musulmanes ou en les rendant russes, le pouvoir veut corrompre la jeunesse et détruire la communauté non seulement musulmane, mais tatare⁷¹. Dans son récit sur la résistance au recensement de 1897 dans le gouvernement de Viatka, le chef de la gendarmerie explique que la population musulmane craint que le pouvoir ne cherche à « parvenir à la destruction de la *narodnost* tatar »⁷². Afin de rassurer les musulmans, les gouverneurs d'Orenbourg, de Samara ou de Kazan finissent par publier des circulaires expliquant que les droits religieux et l'enseignement musulman ne seront pas remis en cause par le recensement⁷³, mais les rumeurs se diffusent néanmoins et se nourrissent d'autres craintes, comme l'annonce d'un retour au servage et cette anxiété gagne la population paysanne russe environnante⁷⁴. Le souvenir des révisions et les projets de développement d'hôpitaux, de pharmacies et de routes, font craindre des augmentations d'impôts. Alors que les campagnes souffrent de surpeuplement dans les provinces centrales et que le souvenir de la famine de 1891-1892 est encore vivace, les paysans — qui connaissent bien les politiques impérialistes de la Russie — redoutent d'être envoyés de force vers les frontières chinoises ou vers les régions de l'Amour, de Tachkent et du Caucase. Les musulmans craignent que, pour les christianiser, on oblige les femmes tatars à divorcer pour épouser des hommes russes et les maris tatars à prendre pour épouses des Russes, selon une politique de mariages mixtes occasionnellement promue par le régime impérial⁷⁵.

La révolte des uniates contre le recensement s'explique aussi par le refus de se voir intégrés au nombre des orthodoxes. L'Église uniata, catholique mais de rite orthodoxe, avait été définitivement interdite dans l'empire en 1839, sauf dans les anciens territoires de la Pologne, où elle le fut en 1875, et de façon violente⁷⁶. Réunis

69. Lettre d'un responsable de la commission du recensement au ministre de la Justice, 23 décembre 1896, GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 141 ob.

70. GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 169 ob. ; I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 115.

71. GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 305.

72. *Ibid.*

73. *Ibid.*, I. K. Zagidullin, *op. cit.*, reproduction du document dans le cahier central.

74. GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 171.

75. I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 130, p. 141. À propos de la pratique des mariages mixtes comme outil de conversion religieuse, voir Robert P. Geraci, *Window on the East : National and imperial identities in late tsarist Russia*, Ithaca-London, Cornell University Press 2001, p. 21 et p. 47.

76. Sur la réunion de 1875, Theodore R. Weeks, « The "end" of the Uniata Church in Russia : the Vozsoedinenie of 1875 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 44, 1, 1996, p. 28-40.

à l'Église orthodoxe, ses pratiquants, les « ex-uniates » comme les désignent les concepteurs du recensement, furent inscrits comme orthodoxes, alors qu'ils s'estimaient, pour la grande majorité, catholiques. En 1897, dans les régions les plus récemment converties, ces derniers exigent de voir leur confession catholique reconnue et inscrite dans le bulletin de recensement. Inséparable des questions religieuses, l'enjeu national russe se mêlait dans la volonté d'ancrer les uniates de nationalité ukrainienne, mais ayant résidé dans l'ancien Royaume de Pologne et étant proches du clergé catholique polonais, à l'ensemble culturel russe et orthodoxe dans le processus de colonisation des terres de l'Ouest. En faisant des « ex-uniates » des orthodoxes, on favorisait « l'élément » russe dans ces régions, du moins dans les statistiques confessionnelles, voire linguistiques ou ethniques, les Petits Russes (Ukrainiens) étant considérés comme appartenant à la tribu grande russe.

Sortir des identités assignées

Le recensement est perçu comme un moyen de définition ou de redéfinition identitaire et non comme un instrument neutre de collecte d'informations. Les troubles au moment du recensement sont ainsi liés à la volonté de faire du bulletin de recensement un véritable marqueur d'identité, mais d'une identité revendiquée et non plus assignée par l'État. Ce fut en particulier le cas pour les uniates. Avant le recensement, la GPK avait décidé qu'il devait être possible, à la question 11 du formulaire, de répondre « uniates catholiques » ou « uniates orthodoxes ». Les organisateurs du recensement concevaient la question de la religion comme une question libre et espéraient ainsi obtenir des données sur les confessions interdites. Mais, sous la pression conjuguée du Saint-Synode et du gouverneur général de Varsovie, la GPK dut accepter que la notification sur la confession des uniates « qui hésitent » soit faite sur la base des renseignements possédés par les fonctionnaires locaux⁷⁷. Un ordre secret, destiné au clergé orthodoxe, donnait non seulement des conseils de nomination de recenseurs, mais expliquait « qu'il est autorisé pendant le recensement de ne pas s'enquérir de la religion ». Bientôt au courant de cette directive, dont des copies sont diffusées dans les villages⁷⁸, les uniates exigent le retour des bulletins et leur droit à répondre à la question de la confession⁷⁹. Les « insurgés » demandent que les formulaires, vérifiés par les prêtres, soient remplis en polonais et qu'ils puissent conserver un second exemplaire : « les insurgés veulent avoir en main un exemplaire, le considérant comme un document équivalent à l'acte de naissance (*metrika*) »⁸⁰ ; « les

77. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 64, l. 60.

78. L'affaire a été reconstituée après enquête par le chef de gendarmerie de Varsovie et concerne les gouvernements de Siedlce et Lublin, future province de Kholm, GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, č. 1, l. 242.

79. Ils font valoir que le *Relevé général pour tout l'empire des résultats du dépouillement...* (voir note 93) précise qu'une personne d'origine russe ne se considérant pas comme orthodoxe doit être classée dans la secte ou la confession qu'elle désire, *ibid.*, l. 213.

80. *Ibid.*, l. 328.

paysans sont convaincus que leur inscription comme catholiques dans les bulletins de recensement sera au fondement de la reconnaissance définitive de leur foi »⁸¹. Ils exigent donc de récupérer le second exemplaire comme preuve de leur religion⁸². Les uniates revendiquent également le marqueur de la langue, en demandant que le recensement soit fait en polonais, de peur que, s'ils écrivent en russe, ils soient considérés comme orthodoxes, et non comme catholiques comme ils le désiraient⁸³. Les uniates répondaient ainsi aux pressions exercées par le gouverneur général de Varsovie qui avait demandé au gouverneur de Lublin d'empêcher « les personnes d'origine russe qui ne se reconnaissent pas elles-mêmes telles » (qu'on appellerait aujourd'hui les uniates ukrainiens) de se dire polonaises⁸⁴. Après le recensement, ils continueront de se plaindre d'avoir été enregistrés de force comme orthodoxes, envoyant des centaines de lettres de protestation à Saint-Pétersbourg⁸⁵. Au cours des opérations d'exploitation, les « ex-uniates » sont en effet passés de catholiques à orthodoxes⁸⁶.

Mobilisation nationaliste ?

Les révoltes contre le recensement, avec leur rhétorique religieuse, s'inscrivent plus généralement dans le refus des politiques d'assimilation telles qu'elles sont menées par le pouvoir russe et témoignent d'une forte mobilisation politique. La dimension religieuse est fondamentale et ne peut être distinguée d'enjeux que l'on pourrait tout aussi bien qualifier de nationaux, prouvant combien ces deux questions sont intimement liées dans un espace où les autonomies culturelles sont (et sont perçues comme) remises en cause. Les contestations sont forcément religieuses dans un espace où des droits ne sont garantis qu'aux seules confessions, dont la plupart jouissent d'une reconnaissance et de la protection étatique depuis Catherine II et surtout Alexandre I^{er}⁸⁷. L'utilisation du recensement comme courroie de transmission vers les instances dirigeantes — le souverain — en corrélation avec d'autres moyens plus traditionnels comme les pétitions, explique les troubles

81. *Ibid.*, I, 387.

82. D'après le chef de gendarmerie de l'*okrug* de Varsovie, des bruits circulent parmi la population que « le jour du recensement le souverain empereur autorisera les anciens greco-uniates à se réunir avec les catholiques romains », GARF, f. 102, 2D, 1896, d. 148, ç. 1, l. 212.

83. *Ibid.*, I, 234.

84. Theodore R. Weeks, *Nation and state in late imperial Russia : Nationalism and Russification on the western frontier, 1863-1914*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1996, note 57 de la page 86.

85. Il existe un dossier sur ces plaintes issues du *kraj* de la Vistule (*kraj privislinskij*), soit de l'ancien Royaume de Pologne : RGIA, f. 1290, op. 10, d. 70. Un article à propos de l'enregistrement des uniates a paru dans *Sankt-Peterburgskie vedomosti*, 302, 1896.

86. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 60, l. 2.

87. Robert Crews, « Empire and the confessional state : Islam and religious politics in nineteenth-century Russia », *The American Historical Review*, 108, n° 1, p. 50-83 ; Paul W. Werth, *At the margins of orthodoxy...*, *op. cit.*

du gouvernement de Varsovie, les uniates étant persuadés que Nicolas II est prêt à reconnaître l'existence de leur foi.

Les questions linguistiques et scolaires, la projection dans un futur dans lequel les nouvelles générations plus instruites joueront un rôle fondamental, ou même la représentation des peuples selon leur poids démographique sont aussi le fait des élites locales. Les tentatives d'appropriation de l'opération censitaire par les acteurs locaux révèlent la volonté d'instrumentaliser cette grande campagne universelle. Entre la nécessité d'informer les habitants et la volonté d'éviter toute manifestation publique, les autorités hésitent. Seules les brochures explicatives et techniques firent l'objet d'une publication centralisée. Le ministère de l'Intérieur interdit au cours du mois d'octobre 1896 la publication dans les journaux locaux d'articles débattant du recensement. Malgré la tentative des autorités impériales de prévenir toute protestation politique, les révoltes montrent combien le recensement se prête à des formes de revendications identitaires. Des bourgeois nationalistes de Kazan, par exemple, tentèrent d'attirer l'attention des grandes puissances sur les abus de la politique discriminatoire impériale. Au moment du recensement, un pamphlet traduit en turc, en allemand et en français fut diffusé et soumis au consulat ottoman ; il citait des extraits de journaux russes aux propos anti-musulmans et anti-tatares dans le but d'alerter l'opinion publique internationale sur les méfaits de l'administration russe envers ses minorités⁸⁸.

La mobilisation, à l'occasion des recensements, des partis nationaux qui exigent de leurs représentants de s'inscrire comme membres de telle ou telle nationalité provoquait de plus en plus de débats et d'incidents dans les provinces voisines d'Autriche-Hongrie. Les nationalistes menaient leur propagande au cours des réunions de leurs clubs ou en diffusant des pamphlets, des tracts, et des affiches⁸⁹. Dans l'empire des Romanov, la mobilisation est aussi centrée sur des questions identitaires, mais rarement purement nationales ou ethniques, sauf dans le cas de Reval (Tallin) ou bien en Géorgie où les recenseurs sont accusés d'avoir intentionnellement inscrits les membres des nationalités kartvèles comme géorgiens⁹⁰. Dans les confins de la partie occidentale de l'empire, la municipalité de la ville de Reval du gouvernement d'Estonie, tenue « par le parti allemand », cherche à prendre seule en main l'organisation du recensement. Elle encourage dans les journaux locaux la population à faire du recensement une « opération par laquelle le sentiment patriotique » puisse s'exprimer⁹¹. Il s'agit de faire reconnaître le caractère allemand de la ville et de retrouver ses anciens privilèges. Grâce à l'outil statistique, on veut démontrer la germanité non plus institutionnelle ou sociale de la ville, mais

88. I. K. Zagidullin, *op. cit.*, p. 160-166.

89. E. Brix, *Die Umgangssprachen in Altösterreich zwischen Agitation and Assimilation. Die Sprachenstatistik in den zisleithanischen Volkszählungen, 1880-1920*, Vienne-Cologne-Graz, Böhlau, 1982.

90. *Ibid.*

91. Des coupures de journaux sont envoyées en même temps que la lettre secrète adressée au Département de police, GARF, f. 102, 2 D, 1896, d. 148, č. 1, l. 359-362 ob.

démographique. Le parti allemand tente de faire du recensement une opération plébiscitaire qui donnerait à Reval son identité nationale et politique.

Saisir la nationalité

Le recensement de 1897 permet de s'interroger sur un autre aspect de la question nationale : la constitution d'une nouvelle forme de représentation de l'empire, basée sur l'existence de plus de 130 nationalités.

L'ethnographe statisticien de la Société impériale russe de géographie (IRGO), Serafim Keropovič Patkanov, fut chargé du travail de reconstruction et d'élaboration de la composition ethnographique de l'empire à partir des données sur la langue. Il critique les autres critères possibles de définition de la nationalité : le critère anthropologique (du fait du caractère non fiable en particulier des études craniologiques), et le critère ethnographique (défini par les genres de vie, les mœurs, les coutumes et les traditions), trop soumis aux influences extérieures. Il refuse l'idée d'une question directe sur la nationalité, alléguant que les interrogés risquent d'avoir encore plus de mal à nommer leur nationalité que leur langue et qu'en outre leurs réponses seront loin de toujours correspondre à la « réalité »⁹². Même si les quelques rapports publiés sur les résultats des opérations ne font pas mention de problèmes particuliers concernant les données linguistiques, Patkanov souligne leur mauvaise qualité et la difficulté de leur interprétation. Il fustige l'inculture des recenseurs, en particulier dans les régions du Turkestan, où les indications sur la langue sont trop globales (l'indication générique « langues turques » est inutilisable)⁹³. Ailleurs, il critique l'usage trop massif de termes mal définis comme le « tatar » ou le « tcherkesse », qu'il corrige faisant apparaître les nombreux peuples, dont les peuples tatars de Sibérie occidentale, des régions de Kuzneck, de Čulym... qui parlent le tatar⁹⁴. Ailleurs, le manque d'intégration linguistique et l'infinité des dénominations le fait désespérer de parvenir à construire un ordre ethnique. Il note qu'au Daghestan chaque localité ou groupe de village a un dialecte particulier et que les habitants ont indiqué comme langue la dénomination de leur *aul* (campement de nomades) ou de leur village⁹⁵. Il insiste sur la complexité de son entreprise, expliquant que « dans la vie réelle, il n'existe presque pas de langues, mais des dialectes et des sous-dialectes [...] ». Chez les indi-

92. S. Patkanov, « Razrabotka dannyh o jazyke v Central'nom statističeskom komitete » (Le dépouillement des données sur la langue au Comité central de la statistique), *Istoričeskij vestnik*, LXXII, juin 1898, p. 999.

93. CSK, *Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g. pod red. N. A. Trojnickago, Obščij svod po Imperii rezultatov razrabotki dannyh Pervoj vseobščej perepisi naselenija, proizvedennoj 28 janvarija 1897 goda = Relevé général pour tout l'empire des résultats du dépouillement des données du premier recensement de la population en 1897*, t. II, Saint-Pétersbourg, 1905, p. I et II.

94. *Ibid.*

95. *Ibid.*, p. II.

gènes de Sibérie [...] et plusieurs peuplades du Caucase, les dialectes sont si nombreux qu'on pourrait presque dire que chaque ensemble de villages ou chaque petite commune a son sous-dialecte et parfois même son dialecte »⁹⁶.

C'est à l'occasion des opérations de codage des données que la transformation des langues en nationalités s'est donc produite. Avant de coder, il était demandé aux statisticiens de se faire une idée générale du recensé en lisant l'intégralité du bulletin de recensement. Il était ainsi possible de corriger les données sur la langue par les autres indications, comme la citoyenneté pour les étrangers (*poddanstvo*), la religion (un Juif russophone devient un Juif parlant le « jargon » juif), le *soslovie* (un russophone *inorodec* ne peut être un Russe et parle le dialecte de sa tribu), le lieu de naissance. À la question sur le *soslovie*, les feuilles de recensement comprenaient souvent l'indication d'ethnonymes, « Bouriates », « Aléoutes », « Kamtchadals »⁹⁷. Le lieu de naissance a servi particulièrement pour l'étude des membres des tribus de Sibérie. Patkanov affirme qu'une « attention spéciale a été portée lors de la détermination de la nationalité à la partie de la population de l'empire qui s'est assimilée à la race russe dominante, ou aux peuplades avoisinantes, et a perdu et oublié sa langue maternelle. Il est évident que, dans ces cas-là, la langue parlée actuellement ne pouvait donner la vraie réponse qu'on attendait »⁹⁸. Le travail d'exploitation des données permettait de rechercher la « vraie nationalité » de ceux dont les statisticiens avaient étudié et corrigé les bulletins. Cette recherche correspondait aux conceptions étatiques et aux pratiques administratives discriminatoires envers certaines nationalités. Ni les *inorodcy* ni les Juifs ne pouvaient échapper à leur caractère allogène. Mais ce souci d'effacer les mouvements d'acculturation linguistique s'explique aussi par la volonté de retrouver autant que possible les origines tribales des habitants de l'empire, permettant d'inscrire les résultats du recensement dans le cadre d'un projet scientifique et international. Ce que les sciences sociales font apparaître, c'est une composition du corps social alternative, fondée moins sur la hiérarchie impériale, que sur la « redécouverte » et la construction d'un ordre des origines.

La liste des nationalités comme mémoire

En 1902, le conflit qui oppose les savants du CSK au ministère des Finances et au Contrôle d'État au sujet du dépassement des délais et du budget de l'exploitation se cristallise sur le tableau des données sur les langues, qui, au lieu de se fonder sur les trente larges regroupements de nationalités prévus à l'origine par la GPK, représente plus de 130 langues. Les partisans de la restitution d'une liste exhaustive des tribus-langues inscrivent leur travail long et coûteux dans le contexte scientifique

96. S. Patkanov, *Dépouillement des données sur la nationalité...*, *op. cit.*, note p. 9.

97. *Ibid.*, p. 7.

98. *Ibid.*

international. Le but d'un recensement en Russie est d'intégrer les peuples de cet espace dans la grande généalogie humaine que les savants tentent de construire⁹⁹.

La liste extensive des nationalités créée à l'occasion du recensement présente moins une représentation d'un empire multinational bien ordonné, qu'une tentative d'aider à comprendre l'histoire du genre humain, de son peuplement et du succès de tel ou tel de ses peuples. Elle se présente comme une archive, comme une mémoire du passé de peuplements qui devraient converger à terme dans la fusion au sein d'un grand ensemble russe.

Les efforts de compréhension de l'histoire des peuples qui avaient réuni philologues, ethnographes et géographes depuis le début du XVIII^e siècle trouvent leur achèvement dans l'élaboration d'une liste classée — selon des principes génétiques — des nationalités-langues. Dès le XVIII^e siècle, la diversité linguistique et ethnographique de l'empire russe avait fait l'objet de la curiosité de la communauté scientifique¹⁰⁰. Sous l'influence du modèle typologique des sciences naturelles établi par Linné, qui fut le premier à inscrire les catégories de l'humanité dans le système de la nature, la langue devient le critère permettant la classification des peuples¹⁰¹. En particulier, l'école néo-grammairienne donne forme à ces familles de langues-peuples. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le tableau des langues fondé, selon le modèle du *Stämmbaum* d'August Schleicher, sur la forme d'un tableau des espèces devient un modèle incontournable. Ce schéma va imprégner les études linguistiques et ethnographiques en instaurant un lien direct entre ces deux disciplines, l'histoire des langues permettant d'appréhender l'histoire des peuples¹⁰². Les savants russes espèrent contribuer à cet effort de construction scientifique grâce à ces multiples langues, et surtout ces dialectes encore peu connus que la conquête de nouveaux territoires leur permet d'étudier et d'intégrer à la grande famille humaine.

Le vieux projet de construction d'un tableau des peuples de la Russie semble enfin à portée de main. La volonté de produire une liste exhaustive des tribus de l'empire, qui provoque l'irritation du ministère des Finances et du Contrôle d'État, se présente comme un achèvement de nature scientifique. Patkanov qui doit défendre sa méthode coûteuse en temps et finalement inutilisable admet qu'une longue liste ne sert à rien du point de vue politique. Mais le projet ethnographique vise la préservation de ces petites communautés si importantes pour la science et considérées par les savants comme en voie de d'extinction. Usant de la rhétorique de la « guerre des races » (que Michel Foucault voit émerger dès le XVII^e siècle en

99. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84, l. 108.

100. Peter Simon Pallas, *Putešestvie po raznym mestam Rossijskogo gosudarstva po povedeniju sanktpetersburgskoj imperatorskoj Akademii nauk (Voyage dans différents lieux de l'État de Russie sous la conduite de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg)*, 3 vols., Saint-Pétersbourg, 1786 ; Iogann Gottlib Georgi, *Opisanie vseh obitajuščih v Rossijskom gosudarstve narodov (Description de tous les peuples habitant l'État de Russie)*, Saint-Pétersbourg, 4 vols., 1776-1780 (publié aussi en français et en allemand).

101. Yuri Slezkine, *Arctic mirrors : Russia and the small peoples of the North*, New York, Cornell University Press, 1994, p. 55.

102. R. H. Robins, *Brève histoire de la linguistique*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.

Europe occidentale¹⁰³), Patkanov explique qu'à terme, sous l'effet de la civilisation, les petites ethnies et leurs langues disparaissent. Dans sa présentation du recensement, il insiste sur l'absolue nécessité de représenter la grande diversité ethnique de l'empire, « puisque certaines de ces tribus ont commencé à dépérir au contact de la civilisation européenne, à se modifier et à disparaître »¹⁰⁴. Comparant la disparition du petit russe (ukrainien) au provençal, il transfère la lutte pour l'existence du monde animal à la linguistique, et à la domination progressive des langues les plus parlées et des peuples les plus nombreux¹⁰⁵. En outre, les savants proposent de classer les nationalités de l'empire selon leurs relations linguistiques, établies là encore par la science¹⁰⁶. Cette généalogie linguistique serait ensuite intégrée à un tableau en trois races (la race méditerranéenne ou blanche, la race mongole ou jaune, la race hyperboréenne)¹⁰⁷. Les peuples de la race mongole sont comparés aux Basques et aux Celtes, « débris des anciens peuples », et définis comme les « pauvres restes des peuples dominateurs ». Entourés et pressés par des peuples plus nombreux et plus civilisés, principalement les Russes, ils « se trouvent dans une période de dépérissement et de russification »¹⁰⁸.

Cette vision martiale est partagée par les fonctionnaires du Conseil des ministres qui, dans la liste des nationalités de plus de 140 peuples de l'empire qu'ils publient et diffusent dans les gouvernements juste avant le recensement, décrivent en détail les mouvements de « bachkirisation », de « tatarisation » et surtout de « russification ». De nombreux peuples sont estimés totalement ou en grande partie russifiés, comme l'indique l'expression « n'ayant rien qui les diffère des Russes » ; c'est le cas des Mordves qui, par l'habillement et le mode de vie, ne se distinguent presque pas des Russes¹⁰⁹, des Caréliens « aujourd'hui fortement russifiés (*obruševšie*) »¹¹⁰, ou des Votiaks chez qui la russification progresse très vite¹¹¹. En conclusion, le nombre des allogènes russifiés (*inorodcy obrušeli*), qui croient en la foi orthodoxe, qui vivent comme des Russes et qui ne se différencient de ceux-ci que par l'origine, devrait être rajouté au nombre total de la nationalité dominante¹¹². Au cours des réunions sur l'exploitation du recensement, il est bien rappelé que le

103. Michel Foucault, « *Il faut défendre la société* », Paris, Gallimard-Seuil, 1997, p. 50-55.

104. S. Patkanov, *Dépouillement des données sur la nationalité...*, op. cit., p. 4.

105. *Ibid.*, p. 9.

106. S. Patkanov, « Razrabotka dannyh o jazyke v Central'nom statističeskom komitete », art. cit., p. 987.

107. CSK-MVD, *Posobija pri razrabotke pervoj vseobščej perepisi naselenija n° 16* (Règlements pour le dépouillement du premier recensement général de la population n° 16), « Gruppировка narodnostej Rossijskoj Imperii po jazyku » (Groupement des nationalités de l'empire de Russie par langues), Saint-Petersbourg, 1898.

108. *Ibid.*, p. 22.

109. *Ibid.*, p. 54.

110. *Ibid.*, p. 40.

111. *Ibid.*, p. 26.

112. *Ibid.*, p. 1.

recensement des langues avait un rôle crucial à jouer pour évaluer la fusion de la population multilingue de l'empire dans la Rus' traditionnelle¹¹³.

Les différentes listes fournies par les instances savantes ou celles des administrateurs ont toutes en commun la même difficulté à saisir leur objet, la nationalité, et sont prises dans la même impossibilité à savoir quel moment dans l'histoire des peuples il s'agissait de décrire. Partageant l'idée qu'à terme la plupart des nationalités vont globalement fusionner dans un même ensemble russe, ils ont un rapport ambigu aux phénomènes d'assimilation qui ont déjà eu lieu. Les savants se lancent à la recherche des origines et tendent paradoxalement à effacer les mouvements d'acculturation, alors qu'ils sont les premiers à conclure à la mort probable de nombre de nationalités.

L'existence de ce souci, de cette mémoire des origines, n'est pas seulement le fait des savants. Elle s'exprime aussi occasionnellement au niveau des individus eux-mêmes, éventuellement russifiés. Dans la publication générale des données sur la langue, il est constaté qu'« en Russie, de nombreuses nationalités (*narodnosti*), s'étant appropriées par la voie d'une assimilation physique et spirituelle la culture, la langue, et en partie les caractéristiques physiques de cultures plus nombreuses et plus fortes, conservent longtemps encore la mémoire (*pamjat'*) de la nationalité (*nacional'nost'*) à laquelle ils appartenaient auparavant »¹¹⁴. Au moment des discussions sur la tenue d'un second recensement, dans le contexte très différent de l'après-révolution de 1905-1907, les statisticiens feront valoir que la question de la langue a été bien comprise comme une question sur l'origine et non comme celle de la langue parlée. Concernant le cas très spécifique des Juifs convertis dont les administrateurs sont anxieux d'assurer la visibilité dans un contexte grandissant d'antisémitisme, il est établi qu'au cours du recensement de 1897 une partie d'entre eux, pourtant orthodoxes, avait indiqué à la question de la langue : langue juive, même quand ils parlaient plutôt le russe¹¹⁵.

Quelles représentations impériales ?

Il fut décidé de conserver dans les publications du recensement un tableau représentant le plus grand nombre possible de dialectes (le tableau XIII), dont le nombre variait selon les régions. Le ministère des Finances comme le Contrôle d'État critiquèrent l'ambition du CSK, jugeant leur liste désordonnée, car fondée à la fois sur la philologie et les mœurs¹¹⁶. Dans la presse aussi, l'élaboration et la transformation des données sur les langues fait l'objet de sarcasmes. Néanmoins les publications du recensement, notamment au niveau des gouvernements, contiennent de très nombreux et très précis renseignements ethniques. Pour les autres tableaux statisti-

113. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84, l. 108.

114. CSK, *Pervaja vseobščaja perepis'*, op. cit., p. I.

115. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 121, l. 17.

116. RGIA, f. 1290, op. 10, d. 84, l. 23.

ques, le ministère des Finances et le Contrôle d'État firent valoir qu'il fallait établir le regroupement des nationalités en fonction « de l'intérêt de l'État », en retenant les nationalités jouant un rôle économique éminent ou encore les plus importantes, centrant leur représentation sur la partie européenne et non sur la dissolution en tous ces petits groupes de la partie asiatique, caucasienne ou sibérienne de l'empire. La multiplicité des termes, le désordre des dénominations y sont interprétés comme le signe du sous-développement et de l'absence de futur des cultures ou des peuples de ces régions. Une nouvelle classification en dix-sept rubriques centrée à la fois sur la visualisation des nationalités les plus nombreuses, dominantes, et sur des principes de parenté linguistiques fut élaborée. Elle permettait de traiter les données de la langue mêlées à celles de la confession, de l'alphabétisation et de l'âge, de l'occupation, du *soslovie*, de la composition de la famille et des défauts physiques et mentaux.

Les savants opposent deux systèmes de classification, comme répondant aux intérêts de l'État ou à l'édification de la science ; mais au cours de la période impériale, aucune forme de représentation de la diversité ethnique ne prévaudra. La différence consiste bien moins dans les principes de classement, l'un comme l'autre contenant à la fois des dénominations scientifiques selon les familles de langue et des qualifications géographiques (montagnards du Caucase, petits peuples de Sibérie), que dans la précision du détail à atteindre dans la représentation. Si les listes du gouvernement parlent avant tout de dialectes et de tribus, celles des savants distinguent langue et dialecte, nationalité et tribu, introduisant le paradigme évolutionniste qui leur permet de prédire l'avenir. Ils se réfèrent à la vérité, à la réalité contre le vocabulaire trop général de « la vie courante » de l'administration russe, qui définit tous les Caucasiens du Nord comme Tcherkesses ou divise les habitants d'Asie centrale en Sartes s'ils sont sédentarisés et en Turks.

Puisque le pouvoir central a gardé la maîtrise des opérations d'exploitation et de publication, le MVD ayant interdit toute diffusion et édition locale des renseignements issus du recensement, la représentation des identités des habitants de l'empire fut placée sous la double autorité de la science et du ministère de l'Intérieur. Dans un premier temps, les données sur les langues-tribus de la Russie furent peu diffusées, difficiles à lire, régionalisées, mal insérées dans une représentation impériale. Les savants qui eurent à cœur l'exhaustivité et l'universalité de leur vision défendaient leur méthodologie en utilisant bien à propos les « intérêts de l'État » à retrouver la trace des Allemands, Finnois ou Juifs russifiés, ou encore à distinguer très nettement les différentes branches tatares et les tatarophones. Néanmoins, ils ouvrirent le champ à ceux qui dorénavant pourraient se revendiquer comme une nationalité, en particulier en donnant le chiffre de la population ukrainienne (« petite russe ») ou biélorusse, défaisant ainsi l'unité proclamée de la tribu russe.

Après la révolution de 1905, le recensement des langues, sous l'action conjuguée d'un apaisement de la censure et du mouvement des nationalités, devint l'objet de discussions critiques et de publications indépendantes. Les données sont analysées, appropriées et corrigées par ceux qui représentent les nationalités. Dans

le mensuel *Kievskaja starina*, le statisticien L. Liškov estime que le niveau de motivation des recenseurs en 1897 avait été insuffisant pour expliquer « en détail et d'une manière appropriée » ce qui était sous-entendu par la notion de *rodnoj jazyk* et il conclut au sous-enregistrement des Ukrainiens¹¹⁷. A. Jarosevič, dans le même journal *Kievskaja starina*, constate l'absence d'une « conscience nationale » chez les Ukrainiens ou les Biélorusses et voit ainsi les chiffres de leur population comme sous-estimés¹¹⁸. Dans ses écrits, A. Novina estime qu'au lieu du nombre de 5 885 547 Biélorusses issu du recensement, il est préférable de s'en remettre au nombre de 8 millions, donné par le professeur indépendant Karskij¹¹⁹. Et M. Slavinskij considère que le nombre des Grands Russes a été surestimé dans le recensement de 1897, à l'inverse de celui des Juifs, des Ukrainiens, des Polonais et des Arméniens qui devrait être corrigé à la hausse¹²⁰. Dans les poèmes des nationalistes tatars, la population musulmane de l'empire, estimée par les statistiques officielles à seize millions, devient quarante millions¹²¹. Ainsi les statistiques nationales, loin d'avoir construit l'image d'un État divers et assimilateur, ont finalement donné une visibilité à ces multiples « organismes » démographiques et sociaux, qui pourront éventuellement exiger de vivre leur propre existence.

Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique

EHESS

54, boulevard Raspail

75006 Paris

juliette.cadiot@free.fr

117. L. Liškov, « Jugo-zapadnyj kraj po dannym perepisi 1897 goda » (*Le kraj du Sud-Ouest selon les données du recensement de 1897*), *Kievskaja starina*, god 24, t. 90, 1905, p. 317-366.

118. A. Jarosevič, *Malorossy po perepisi 1897 (Les Petits Russiens selon le recensement de 1897)*, Kiev, 1905, article issu de *Kievskaja starina*, republié sous la forme d'un opuscule.

119. Anton Novina, « Belorusskie » (Les Biélorusses), in A. I. Kasteljanskij, *Formy nacional'nogo dviženija v sovremennyh gosudarstvach Avstro-Vengrija, Rossija, Germanija (Les formes du mouvement national dans les États contemporains d'Autriche-Hongrie, de Russie, d'Allemagne)*, Saint-Pétersbourg, 1910, p. 30.

120. M. Slavinskij, « Velikorusskie », in A. I. Kasteljanskij, *op. cit.*, p. 280.

121. S. Rybakov, « Statistika musul'man v Rossii » (*La statistique des musulmans en Russie*), *Mir islama*, god II, tom II, vyp. XI, Saint-Pétersbourg, 1913, p. 759.